

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 14/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE**

ZI et PORTUAIRE - BP 32  
67390 MARCKOLSHEIM

Code AIOT : 0006700643

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE implanté ZI et PORTUAIRE - 67390 MARCKOLSHEIM. L'inspection a été annoncée le 05/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE
- ZI et PORTUAIRE - BP 32 - 67390 MARCKOLSHEIM
- Code AIOT : 0006700643
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TEREOS est spécialisée dans la fabrication de produits amylacés issus de la transformation de maïs et de blé.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- AN24 Rétention
- Eau de surface
- Risque incendie

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eau - prélèvements et consommation	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.1		Sans objet
2	Règles d'aménagement - Installations électriques	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 15.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Accident - Incident	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 4		Sans objet
4	Eau - Contrôles des rejets	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.4		Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Eau - Confinement des eaux polluées d'extinction	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.2.4		Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé des observations susceptibles de suites administratives et qui nécessitent des actions correctives sous délai maîtrisé.

Toutefois, au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et des actions engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives dans l'immédiat.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche de mise en conformité, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour lever les dysfonctionnements et répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

Enfin, la visite d'inspection du 20/09/2024 a permis de constater le retour à la conformité à l'issue des travaux réalisés sur les installations électriques. En conclusion, il ressort que les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/11/2023 sont respectées. Considérant la réalisation de l'action corrective et la transmission des justificatifs associés, il est proposé de lever la mise en demeure, dont l'exploitant a fait l'objet pour les dispositions contrôlées de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/11/2023.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Eau - prélèvements et consommation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau - prélèvements et consommation
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau. L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles propres, dans le réseau public de distribution d'eau potable, à raison de 38 000 m³/an, et la nappe, au moyen de quatre puits, à raison de 5 475 000 m³/an selon un débit journalier maximal de 15 000 m³/jour. (...) »
<b>Constats :</b>  Lors du précédent contrôle du 27/09/2023, l'exploitant avait indiqué qu'il a lancé un plan ambitieux de réduction des consommations en eau avec un objectif de moins 20 % en 5 ans. L'inspection avait noté une augmentation des consommations en eau potable, qui se traduit par un dépassement du volume autorisé du réseau public de distribution d'eau potable. Ce constat est toujours valable avec un prélèvement sur le réseau d'eau potable de 45 146 m³ comptabilisé pour l'année 2023. Ce dépassement est toutefois à mettre en perspective avec le prélèvement global (eau de nappe et eau potable qui est prélevée dans la même nappe) qui reste inférieur à celui autorisé : 3 561 511 m³ en 2023.  Par lettre préfectorale du 24/11/2023, il a été demandé à l'exploitant qu'il justifie l'augmentation constante de ses consommations d'eau potable depuis 2019, notamment au regard de l'usage fait de cette eau et de l'évolution de sa production. L'exploitant devait également présenter à l'IIC, les actions qu'il envisage pour limiter ces dépassements, notamment en lien avec ses objectifs de

réduction de 20 % de ses consommations en eau en 5 ans.

Par courrier du 21/11/2024, l'exploitant a adressé son plan de réduction des consommations en eau, et notamment l'eau brute utilisée dans les utilités du GIE et le process TEREOS. Concernant l'eau sanitaire, un plan d'actions spécifiques est établi pour la consommation pour le site (TSSE + ENSEMBLE® + JBL + GIE).

En séance, l'exploitant présente les différentes consommations d'eau pour le site des 5 dernières années et les projections 2024-2025. Par ailleurs, le Groupe Tereos a lancé un vaste programme de réduction des consommations d'eau avec une feuille de route avec un accompagnement financier pour lancer des travaux de réduction des consommations d'eau, avec un objectif de réduction de moins 25 % pour 2030. Le site de Marckolsheim a des résultats encourageants de moins 16 % et est donc déjà en avance sur l'objectif Groupe de moins 7 % fixé pour 2023-2024.

L'inspection signale qu'un programme français sur la réutilisation des eaux usées a été lancé.

Le ministère de l'agriculture a autorisé la réutilisation des eaux usées dans l'industrie agroalimentaire (Décret n° 2024-33 du 24/01/2024 relatif aux eaux réutilisées dans les entreprises du secteur alimentaire et portant diverses dispositions relatives à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ; Décret n° 2024-769 du 08/07/2024 autorisant certaines eaux recyclées comme ingrédient entrant dans la composition des denrées alimentaires finales et modifiant les conditions d'utilisation de ces eaux dans des établissements du secteur alimentaire ; Arrêté du 08/07/2024 relatif aux eaux réutilisées en vue de la préparation, de la transformation et de la conservation dans les entreprises du secteur alimentaire de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine). Ces textes, qui s'appliquent dans les ICPE pour cet usage bien précis de réutilisation des eaux usées en vue de la préparation de denrées alimentaires, décrit notamment les usages possibles et la procédure d'autorisation à suivre. Ces dossiers seront instruits par les DD(ETS)PP.

Le ministère de la santé a autorisé la réutilisation des eaux usées (non potables) pour 7 usages domestiques : lavage du linge, lavage des sols intérieurs, évacuation des excréta, alimentation de fontaines décoratives, nettoyage des surfaces extérieures, arrosage des jardins potagers et des espaces verts à l'échelle des bâtiments (Décret n° 2024-796 du 12/07/2024 relatif à des utilisations d'eaux impropres à la consommation humaine). Lorsque ces usages sont effectués dans une ICPE, ils relèveront de la réglementation des ICPE. Un décret et un arrêté ministériel seront pris avant la fin de l'année pour encadrer ces réutilisations (nota : le projet était prêt avant l'été mais a été renvoyé à deux reprises par le Conseil d'État, considérant qu'il fallait attendre la structuration et la confirmation par le nouveau Gouvernement). L'inspection des ICPE sera chargée de cet encadrement particulier des usages domestiques dans les ICPE.

Toutes les autres réutilisations d'eaux non potables sur des sites ICPE peuvent continuer d'être mises en œuvre, sans démarche particulière de la part des exploitants, dès lors qu'elles n'ont pas d'impact sur l'environnement. Elles ne nécessitent alors ni instruction, ni prescriptions particulières.

Par ailleurs, l'exploitant informe qu'il a adressé un courrier daté du 18/09/2024 à l'inspection et qu'il remet en séance. Actuellement, le site de Marckolsheim exploite 4 puits de pompage pour couvrir ses besoins en eaux industrielles ainsi que ceux du site de JBL. À la suite de dysfonctionnements d'exploitation (colmatage des filtres désableurs en aval de la pompe de puits 3), l'exploitant a mandaté une société extérieure pour réaliser une inspection caméra de l'ouvrage en août 2024. Les observations par caméra ont révélé une rupture du tubage PVC à 11,20 m, une déformation du tubage à - 37,20 m et un colmatage des crépines par un dépôt bactérien à - 48,40 m. Le suivi analytique du 29/07/2024 des eaux de forage prescrit par l'arrêté du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine, a permis de mettre en évidence une légère dérive dans la qualité bactériologique au niveau du puits 3 et des anomalies en manganèse non présentes sur les autres puits. Compte tenu de ces éléments, l'exploitant a pris la décision de cesser définitivement les prélèvements sur le puits 3 et de procéder à sa « fermeture définitive (abandon) », conformément à l'article 13 de l'arrêté ministériel « forages » du 11/09/2003. Le rapport de fin de travaux sera transmis sous 2 mois maximum après les travaux et mettra fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

L'exploitant informe également qu'il va réaliser un dossier de déclaration pour la réalisation d'un nouveau forage de capacité augmentée 400 m³/h en remplacement du puits 3. Ce nouveau puits pourra permettre de s'affranchir à terme, si besoin, des puits 1 et 2 (qui datent, comme le puits 3,



de 1992) afin de pérenniser l'alimentation en eau pour maintenir l'activité des sites industriels. Il n'entraînera pas de demande d'augmentation du volume de prélèvement actuellement autorisé, à savoir 5 475 000 m<sup>3</sup>/an selon un débit journalier maximal de 15 009 m<sup>3</sup>/jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection prend note de l'arrêt des prélèvements sur le puits 3 et demande à l'exploitant de lui adresser, à la fin des études pour la réalisation d'un nouveau forage, un dossier de « porter à connaissance », conformément à l'article R. 181-46 II du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Règles d'aménagement - Installations électriques**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/07/2012, article 15.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Règles d'aménagement - Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

« (...) Les installations électriques sont adaptées aux zones de danger définies à l'article 14 et conformes aux réglementations en vigueur. Elles sont entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 884056 du 14/11/1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. (...) »

**Constats :**

L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 24/11/2023, de respecter les prescriptions de l'article 15.3 (Installations électriques) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012, sous un délai de 6 mois.

Pour mémoire, lors du précédent contrôle du 27/09/2023, l'inspection avait constaté que la majorité des non-conformités persistent sur les installations électriques et perdurent dans le temps.

Par courrier daté du 21/11/2024, l'exploitant avait adressé les éléments suivants :

« Nous avons engagé plusieurs actions correctives et réduit ainsi le nombre de non-conformités. À ce jour, sur les 85 non-conformités électriques relevées, il en reste 14, que nous allons lever pour fin janvier 2024 (Cf. Annexe au document). Pour les BAES, la mise en conformité s'effectuera sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2024. ».

L'exploitant indique que tous les travaux pour lever les non-conformités électriques relevées, ont été réalisés.

Les installations électriques ont été vérifiées courant septembre 2024 par un organisme extérieur de contrôle.

Post-visite par courriel du 24/09/2024, l'exploitant a adressé à l'inspection 27 rapports de contrôle datés des 12 et 19/09/2024. Tous les rapports reçus indiquent : « Aucune non-conformité n'a été identifiée lors de cette vérification... ».

Ces rapports n'appellent pas de remarque.

Aussi, il ressort de cette inspection, que les prescriptions de l'article 15.3 (Installations électriques) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012 ayant fait l'objet de la mise en demeure par arrêté préfectoral du 24/11/2023 sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/07/2012, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accident - Incident

**Prescription contrôlée :**

« Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-I du Code de l'Environnement doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées. L'exploitant fournit à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise. »

**Constats :**

L'exploitant présente l'incendie du 01/09/2024 dans un local électrique HT sur une armoire électrique « NASA ».

Le dimanche 01/09/2024, vers 16h10, au bâtiment 130 NASA Production, l'alarme feu de la détection incendie s'est déclenchée au niveau du local électrique HT, situé au rez-de-chaussée, situé côté sud-ouest de l'atelier. L'intervention rapide de l'équipe ESI pour une levée de doute a permis de confirmer un départ de feu. Après coupure des énergies du bâtiment, les ESI ont engagé une attaque du feu au moyen d'extincteurs. Les pompiers ont été également engagés. Le POI a été déclenché, avec information aux autorités.

L'incendie s'est limité au local électrique HT, grâce à la réactivité de l'équipe de seconde intervention (mise en sécurité, consignation électrique) et des sapeurs-pompiers. Un équipier Tereos a souffert d'un coup de chaleur. Il a été évacué à l'hôpital pour un examen médical. Au niveau environnemental, les fumées ont été limitées et les eaux d'extinction ont été dirigées vers le bassin de sécurité. Le POI a été levée à 22 h.

La cause probable relevée par l'exploitant est l'explosion d'un condensateur dans l'armoire de compensation, située dans le local HT.

En application de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, un rapport d'accident a été adressé à l'inspection en date du 06/09/2024.

Les renseignements tirés et les améliorations de la sécurité par l'exploitant sont les suivantes :

- « Retrait des armoires de compensation des locaux électriques HT, pour les centraliser dans un espace isolé dédié ;
- Renforcement des contrôles et vérifications électriques, thermographiques ;
- Réflexion sur de la détection incendie précoce et d'extinction en place. »

En séance, l'inspection demande comment les eaux d'extinction ont été gérées.

L'exploitant confirme que face à un risque d'orage, les eaux d'extinction (estimées à environ 6 m<sup>3</sup>) ont été dirigées depuis la fosse à eaux de pluie vers le bassin de sécurité (ou de confinement).

L'exploitant précise que les eaux qui séjournent dans la fosse à eaux de pluie sont analysées en continu (Ph, conductivité et pluviométrie) et par prélèvement journalier (Ph, conductivité, Demande en Carbone Organique (DCO) et Matières En Suspension (MES)). Au regard des résultats des prélèvements effectués et surtout vu qu'aucun additif n'a été utilisé par les services d'incendie, l'exploitant a autorisé que les eaux d'extinction retenues dans le bassin de sécurité (ou de confinement) soient rejetées vers le Rhin.

À la demande de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure d'apporter les résultats d'analyses résultant des prélèvements effectués sur les eaux d'extinction retenues dans le bassin de sécurité (ou de confinement) avant rejet vers le Rhin.

L'exploitant n'est en mesure que de produire les résultats d'analyses de la journée de l'incendie, à savoir celle du 01/09/2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au regard de cette absence de traçabilité et compte tenu du faible volume d'eaux d'extinction généré, l'inspection invite l'exploitant à mettre en œuvre une action d'amélioration et l'insérer dans la procédure interne « Logigramme gestion des pollutions fosse eaux pluviales - I-Site-285 ».

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 4 : Eau - Contrôles des rejets**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau - Contrôles des rejets

**Prescription contrôlée :**

« L'exploitant réalise en sortie de station d'épuration, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées. (...) »

**Constats :**

Par courrier du 03/09/2024, l'exploitant a informé du dépassement des valeurs de rejets aqueux dans le Rhin depuis le 31/08/2024 sur les paramètres suivants : Demande en Carbone Organique (DCO), Matières En Suspension (MES), Phosphore (P). L'exploitant indique :

« Ces dépassements sont principalement dus à des débordements d'éthanol en entrée station durant deux jours consécutifs, respectivement 3 t de DCO le samedi 31/08/2024 et 5 t de DCO le dimanche 01/09/2024, en provenance de l'atelier JBL Delta. La station n'est pas habituée à traiter de telles quantités ponctuelles d'éthanol. Nous avons observé une hausse soudaine des niveaux de boues dans les clarificateurs le confirmant. Tereos a mis en œuvre un plan d'actions dont la priorité est de récupérer l'oxygénation des boues pour retrouver la conformité des paramètres de station. Tereos a procédé à la baisse de l'envoi des effluents en entrée station par la décision d'arrêter ou de réduire la capacité de production des deux amidonneries. Tereos a demandé à la société JBL de réduire de la même façon et de la même intensité ses envois d'effluents en entrée station. Au niveau de la station d'épuration, les capacités d'oxygénation sont en fonctionnement, et l'injection de produits chimiques lstants est bien au maximum. Nos équipes sont conscientes de l'aspect critique de la problématique et sont mobilisées pour traiter ce point de toute urgence. Des consignes renforcées ont été communiquées. Nous espérons revenir très prochainement auprès de vous avec des résultats positifs qui nous permettrons de clore cet épisode regrettable. (...) ».

Par courriel du 09/09/2024, l'exploitant informe qu'après avoir baissé ses niveaux de production, la station d'épuration est revenue au stade de conformité le jeudi 05/09/2024.

L'analyse de cet incident montre que le dysfonctionnement de la station d'épuration (STEP) est relative à une arrivée massive d'éthanol.

L'inspection note qu'en février 2022, un incident similaire sur les rejets de la STEP avait déjà été signalé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Aussi, l'inspection demande, d'une part, que conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012 et à l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, un rapport d'incident lui soit adressé sous un délai n'excédant pas 15 jours.

D'autre part, l'inspection invite l'exploitant à étudier des solutions qui assurent un fonctionnement optimal de la STEP. Tous les contributeurs de la STPE devront être associés. Une étude technico-économique avec un échéancier de travaux, sera remise à l'inspection, sous un délai n'excédant pas 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 5 : Eau - Confinement des eaux polluées d'extinction**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau - Confinement des eaux polluées d'extinction

**Prescription contrôlée :**

« Les installations sont équipées d'un bassin de confinement permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimal de 1 500 m<sup>3</sup>. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »

**Constats :**

L'exploitant présente la procédure interne « Logigramme gestion des pollutions fosse eaux pluviales - I-Site-285 ».

Comme déjà précisé au constat 3, l'exploitant rappelle que les eaux d'extinction sont dans un premier temps retenues dans la fosse à eaux de pluie d'un volume de 180 m<sup>3</sup>.

Ensuite, en cas de besoin, ces eaux d'extinction sont pompées vers le bassin de sécurité (ou de confinement) d'un volume de 1 500 m<sup>3</sup>.

Une action manuelle sur 4 vannes automatiques TOR (Tout-Ou-Rien) permet de diriger les eaux pluviales et les rejets de la STEP vers le Rhin ou le bassin de sécurité (ou de confinement).

Lors de l'inspection de la fosse à vannes automatiques TOR, il est noté un écoulement d'eau dans la fosse. Les conditions de sécurité n'étant pas réunies lors du contrôle, il est décidé de ne pas descendre dans la fosse. L'exploitant fera un retour ultérieur sur l'origine du ruissellement d'eau dans la fosse.

L'inspection note que le confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident ne s'opère pas de manière gravitaire mais par pompage.

Aussi, en cas de rupture généralisée de l'alimentation électrique par RTE ou défaillance du réseau électrique interne, les pompes permettant les confinements des eaux polluées ne seront pas alimentées électriquement.

À la question de savoir si l'exploitant disposait de groupes électrogènes, ce dernier répond que seules les pompes du réseau d'eau de protection contre l'incendie y sont à ce jour raccordées électriquement.

Post-visite par courriel du 24/09/2024, l'exploitant a adressé les éléments suivants :

- « Plan bassin de confinement / eaux pluviales : Extrait réseaux EP vers bassin de secours ;
- Logigramme de gestion des eaux pluviales : Extrait\_I-Site-285 v7 Gestion Alerte Pollution Site et EP. Nous avons intégré le logigramme de gestion des effluents du bassin de confinement ;
- Concernant la sécurisation du transfert des eaux incendie de la fosse eaux pluviales vers le bassin de confinement : la mise en place d'un dispositif de secours pour garantir le fonctionnement des pompes de la fosse eaux pluviales en cas de perte électrique n'est requise ni par notre arrêté d'autorisation ni par la réglementation en vigueur, compte tenu de la date d'autorisation de notre installation. Le site n'a d'ailleurs jamais fait l'objet d'une telle demande qui repose sur une concordance de scénarii accidentels de très faibles probabilités. Néanmoins, nous comprenons l'intérêt de fiabiliser le relevage. La mise en place de ce dispositif impose toutefois d'en étudier la faisabilité, ce que nous avons d'ores et déjà lancé auprès de nos fournisseurs. Nous sommes dans l'attente de leur retour et vous en tiendrons informé. »

L'inspection rappelle que l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012 précise que « Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. ».

Vu les engagements de l'exploitant, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat sur ce point.

L'exploitant confirme que suite à une défaillance de la STEP, des eaux de rejets ont été confinées. Environ 20 % de la capacité du bassin est utilisée. L'exploitant signale que le bassin est en cours de



vidange.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser, sous un délai n'excédant pas 3 mois, une étude technico-économique avec un échéancier de travaux, pour un confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident, et cela en toutes circonstances.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**ANNEXE 1 : Photos prises lors de la visite du 20/09/2024**

**Constat n°5**

